

LA

COMMUNE SOCIALE,

A chacun selon ses besoins physiques
moraux et intellectuels.

De chacun selon ses forces,
et ses facultés.

MOYEN :

ÉGALITÉ POLITIQUE.



JOURNAL MENSUEL DES TRAVAILLEURS.

BUT :

ÉGALITÉ SOCIALE.

Le droit au travail, dans la société actuelle, dérive du droit à l'existence; il est le contre-poids nécessaire du droit de propriété.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, rue Hautefeuille, 30; à Lyon, galerie du Grand-Théâtre, 4; et dans tous les départements, chez les correspondants ou en prenant dans les Bureaux de la poste un mandat à l'ordre du gérant en l'envoyant FRANCO au bureau du Journal.

Prix de l'abonnement, pour Paris et les départements : un an 4 fr.; six mois 2 fr. (On ne reçoit que les lettres affranchies).

AVIS A NOS LECTEURS.

Nous désirons avoir un correspondant dans les principales villes; nous invitons les communistes de chaque localité à s'entendre et à nous faire parvenir le nom et l'adresse de la personne qu'ils croiraient le plus capable de servir notre cause.

On peut se procurer des numéros de la Commune Sociale dans tous les dépôts des journaux le Peuple et la République.

SOMMAIRE.

Anniversaire de Février. — Notre système organique. — De chacun selon ses forces et ses facultés. — Des Associations. — Banque du Peuple. — Restitution du milliard des émigrés. — De l'impôt sur les successions. — Revue extérieure. — Revue intérieure. — Compte-Rendu du premier banquet de la Commune sociale. — Le Voyageur, fable de Lachambeaudie. — Annonces.

Anniversaire de Février.

Salut ô Révolution qui nous donnas la République, salut! malgré les lâches hypocrisies des royalistes de la veille, devenus républicains du lendemain, malgré la faiblesse déplorable des chefs que nous nous étions choisis, malgré l'imprudente impatience des démocrates-socialistes, malgré toutes les calomnies, les mauvais vouloirs du monde officiel, la République est debout; elle s'appuie sur une Constitution votée par les représentants du suffrage universel; elle a pour elle le fait comme elle a toujours eu le droit.

Que les monarchiens élaborent dans leurs conciliabules des conspirations; qu'ils se flattent du vain espoir de rétablir leur idole; qu'enhardis par la complicité des autorités républicaines formées d'anciens serviteurs de la royauté, ils attaquent dans leurs journaux et jusqu'à la tribune de l'Assemblée nationale, le principe même de la République et la Constitution émanée du suffrage universel; que nous importe? Suffira-t-il donc du bavardage de

quelques hobereaux, des déclamations de quelques avocats, des élucubrations furibondes de quelques plumes épileptiques, pour ébranler notre confiance dans une forme de gouvernement qui représente les intérêts de tous, et permet à chacun de participer par l'élection de ses mandataires au gouvernement des affaires publiques.

Non, jamais la République n'a été plus forte qu'en ce moment; car elle a pour elle l'expérience.

Avant Février, la royauté avait effrayé toutes les imaginations de la bourgeoisie en évoquant constamment l'échafaud politique de 1793, la confiscation des biens des émigrés. La République, pour beaucoup de gens même parmi les libéraux et patriotes sincères, n'apparaissait que couverte de haillons ensanglantés, brandissant une tête au bout d'une pique et conduisant au pillage ses bandes affamées.

Eh bien! nous le demandons à tous ceux qui n'ont pas répudié tout sentiment de bonne foi et de justice, quel cas doit-on faire de toute cette fantasmagorie de meurtre et de pillage?

On a vu les masses populaires à l'œuvre; on les a vues maîtresses de Paris pendant trois mois, sous la direction de chefs élus par elles; ces clubs, effroi de la réaction, étaient libres alors et encouragés.

Eh bien! quel désordre peut-on signaler? Les propriétés n'ont-elles pas été respectées? Y a-t-il eu pillage? Le sang a-t-il été répandu? Les prisonniers du Mont Saint-Michel, ceux de Doullens, étaient à la tête du Peuple armé; ils avaient de longues souffrances, des tortures affreuses à venger, ils ont tout pardonné.

Les membres de ces sociétés secrètes, que les procureurs-généraux et royaux déclaraient dans leurs déclamations oratoires le *caput mortuum* de la population, formèrent le noyau de ces montagnards et gardes républicains qui furent pendant trois mois la seule force organisée à Paris, qui établirent l'ordre dans le désordre, suivant l'expression de Caussidière.

Non! jamais Révolution ne s'opéra avec plus de calme, de force et de majesté, et tous les

ennemis de la République sont obligés de courber la tête sous ce fait unique dans l'histoire.

« Après cinquante-quatre ans de réaction continue contre l'idée républicaine, après la réaction de Thermidor continuée sous l'Empire, après la terreur blanche et les hauts-faits des verdetts en 1814 et 1815, après la réaction de Juin 1832, continuée jusqu'au 24 Février, les républicains arrivent au pouvoir, sont maîtres de la situation, ils pardonnent tout et abolissent la peine de mort. »

Oui, cette modération a plus fait pour l'affermissement de la République que n'auraient pu faire les mesures les plus révolutionnaires, elle a descillé les yeux de la bourgeoisie; elle a prouvé que la réaction royaliste avait pendant cinquante-quatre ans calomnié la République et les républicains; elle a donné la mesure de ce que sera un jour l'application sincère de la formule adoptée par nos pères et dont le terme fraternité est l'expression la plus complète du développement de l'humanité.

La République qui, le 24 Février se trouvait dans le cœur de tous, mais n'était dans l'esprit que d'un petit nombre, a aujourd'hui l'immense majorité, non-seulement parce qu'elle existe, mais parce qu'elle a prouvé qu'elle peut exister sans violences matérielles, ni morales, et qu'elle a ainsi privé ses adversaires de leur arme la plus puissante, la calomnie.

Le Socialisme qui est la République vraie et la réalisation des principes d'égalité et de fraternité posés dans la Constitution, le Socialisme au 24 Février était inconnu à la partie la plus nombreuse de la bourgeoisie. On le traitait comme une utopie avec laquelle on n'aurait jamais à compter.

Les écrivains et journalistes avaient organisé contre ses défenseurs, la conspiration du silence; aussi quand la Révolution de Février lui vint donner une tribune au Luxembourg et un siège à l'Hôtel de Ville; la réaction capitaliste et nobiliaire fit cause commune contre ce nouvel ennemi et procédant avec la même tactique qui lui avait réussi pendant un si long-

temps contre la République, elle amoncela mensonges sur mensonges, calomnies sur calomnies, afin de le rendre odieux à la bourgeoisie et de faire reporter sur ses défenseurs, énergiques promoteurs de la forme républicaine, cette haine aveugle qu'elle avait fomentée si longtemps et qu'elle n'osait plus montrer pour la République, désormais triomphante.

Cette infâme tactique a réussi en partie, grâce aux fatales journées de Juin et pendant le gouvernement de l'état de siège, la réaction a pu tout à son aise se livrer à son occupation chérie, la calomnie ! Mais quand les débats des Conseils de guerre ont eu démontré que toutes les horreurs mises sur le compte de l'insurrection, n'étaient que des inventions d'imaginaires en délire, de journalistes portant la modération jusqu'à la fièvre chaude, l'opinion publique a réagi et le Socialisme est devenu un parti puissant par l'idée et par le nombre, un parti, enfin, à qui l'avenir appartient.

Salut, donc, salut ô Révolution de Février, qui nous as donné la République démocratique et qui nous donnera comme conséquence dans un avenir peu éloigné, la République sociale.

M. G.

Notre Système organique.

La société actuelle est loin de rendre tous les hommes heureux, la misère et les privations sont le partage du plus grand nombre des citoyens ; partout on se plaint de la stagnation des affaires, on souffre de la cessation des travaux, l'incertitude et l'appréhension du lendemain tourmentent tout le monde.

Le même malaise subsistait sous le gouvernement déchu, comme sous ceux qui l'ont précédé ; le mal a donc sa cause dans l'organisation même de la société, et non pas dans la formule ou le personnel du gouvernement, comme certains hommes, purement politiques, le pensaient.

Beaucoup de personnes, tout en reconnaissant ce que les idées communistes renferment de bon, de juste et d'équitable, leur sont pourtant hostiles, parce qu'elles ne conçoivent pas le fonctionnement d'une société dans laquelle il n'y aurait ni pauvres ni riches, ou le tien et le mien, la propriété individuelle et l'argent seraient inconnus, et qui fournirait gratuitement à tous ses membres tout ce dont ils auraient besoin en échange de leur travail.

Nous ne saurions donc trop revenir sur l'organisation de la communauté, telle que nous la concevons, afin de bien nous faire comprendre de nos lecteurs et de leur montrer la possibilité de l'application de nos principes et de notre formule.

Dans notre système, toute la population est répartie dans les communes, agricoles ou industrielles. La nation est divisée administrativement en départements, subdivisés en cantons qui renferment un certain nombre de communes ou de communautés de mille à deux mille habitants ; les communes industrielles pourraient avoir une population plus élevée.

Dans chaque commune, à la place des centaines de petites maisons qui existent aujourd'hui, il y a un vaste bâtiment assez spacieux pour contenir les logements, les ateliers, les magasins, les salles de réunion, etc., nécessaires aux habitants.

Chacun travaille pour la communauté, qui

pourrait gratuitement aux besoins de tous ses membres. Les récoltes et les produits industriels sont répartis d'abord entre les communes, puis entre les cantons et les départements ; l'excédant des produits est donné ou échangé contre les productions étrangères dont la nation a besoin. De cette manière l'abondance, l'aisance et le bien-être règnent par toute la France.

La plus parfaite égalité de droit et de condition existe entre tous les citoyens, comme entre les communes, les cantons et les départements.

Le pouvoir législatif et exécutif réside dans la nation tout entière ; il se transmet directement de la commune centrale aux communes départementales, puis aux communes cantonales, et enfin aux simples communes.

Cette organisation, d'une grande simplicité, exerce son action d'une manière complète et continue du centre aux extrémités du pays, sur chaque citoyen comme sur l'ensemble de la nation.

L'instruction, à tous les degrés, est donnée gratuitement à tous les citoyens, comme la nourriture, l'entretien, le logement et toutes les choses qui leur sont utiles. Toutes les richesses enfantées par le perfectionnement de l'agriculture, les merveilles produites par le développement de l'industrie, les jouissances intellectuelles, créées par le progrès des arts et des sciences, deviennent le partage de tous les hommes.

Telle est l'esquisse rapide de l'organisation communiste qui a été développée dans des articles précédents et sur laquelle nous reviendrons en détail dans les numéros suivants.

De chacun selon ses forces et ses facultés

Les termes de la formule communiste ne soulèvent tant de récriminations que parce que les hommes étant habitués à ne juger que d'après l'ordre de choses actuel, il en résulte que le progrès, comme tout ce qui se rattache à l'avenir, devient incompréhensible ; malheureusement la politique, comme l'industrie et les sciences, nous offrent le même spectacle.

Nous demandons surtout à nos lecteurs de vouloir bien se placer sur notre terrain, pour apprécier nos idées et notre formule, en un mot, qu'ils ne séparent jamais nos principes de l'organisation que nous avons exposée, ils verront alors que, dans le système communiste, rien n'est absurde, qu'au contraire tout s'enchaîne, qu'enfin une société ainsi organisée fonctionnerait parfaitement et rendrait tous les hommes bons, sages et heureux.

Le concours que les citoyens doivent fournir par le travail à la production est tout formulé dans ces mots : *De chacun selon ses forces et ses facultés*, qui découle naturellement du mode de répartition communiste : *A chacun selon ses besoins physiques, moraux et intellectuels* ; car la société, étant formée de la collection de tous les citoyens, ne peut donner qu'à la condition de recevoir.

Le droit de chaque citoyen étant de participer à la répartition des produits et des avantages de la société selon ses besoins, son devoir correspondant est de contribuer à la production des richesses nationales selon ses forces, ses facultés.

Le travailleur qui emploie toute son activité pour être utile à la société, qui fait tous ses efforts et prouve sa bonne volonté à remplir son devoir, quelle que soit l'infériorité ou la su-

périorité de son travail, conserve tous ses droits, et la société ne peut sans injustice l'en priver ou lui en accorder de particuliers.

De même, le citoyen qui n'emploie pas toute son activité et toutes ses capacités pour la communauté manque à ses devoirs, il trompe et vole la société et lui-même, car en généralisant cette négligence, on arrive à une diminution dans les produits et par conséquent à une réduction dans la consommation.

La solidarité étant la base et le pivot de la communauté, le devoir et l'honneur remplacent, chez les citoyens, le faux et égoïste stimulant de la fortune et de l'économie.

Car aujourd'hui que la société, prise en masse, ne produit même pas le strict nécessaire pour tous ses membres, l'épargne collective est impossible ; l'épargne individuelle ne peut se faire qu'autant qu'on est sans pitié pour les souffrances des malheureux. Ce n'est que par l'extrême misère et par les dures privations d'un grand nombre de citoyens que s'obtiennent l'abondance et l'opulence de quelques privilégiés.

Vouloir tous être riches isolément, sans travailler, c'est demander une absurdité et une impossibilité ; mais vouloir se procurer collectivement, par le travail, l'aisance, l'abondance et le bien-être, est une chose très-raisonnable et très-facile à réaliser, car pour cela il ne faut que travailler beaucoup, les produits étant toujours en raison de la somme de travail exécuté.

L'abondance des produits et le bien-être ne pouvant s'obtenir que par le travail, il en résulte nécessairement que tous les citoyens doivent être travailleurs. Mais alors il importe à tous de rendre le travail attrayant par la variété des fonctions, par les courtes séances, par la diversion des chants et l'emploi de stimulants honorifiques ; l'intérêt de la société et des citoyens étant de produire beaucoup avec économie de peines et de temps.

La première condition pour rendre le travail très-productif, c'est de bien classer chaque travailleur et de l'employer selon ses goûts et ses aptitudes ; ce qui n'offre pas de grandes difficultés, surtout lorsque, comme dans la communauté, la société organise et dirige le travail et la production, et qu'elle connaît exactement les besoins de la consommation.

Pour le bon emploi des travailleurs, il faut que tous les travaux soient aussi bien considérés les uns que les autres, autrement les professions privilégiées seraient encombrées, puis qu'elles offriraient certains avantages. Si, par l'égalité politique, les hommes sont égaux comme citoyens, pourquoi seraient-ils inégaux comme travailleurs ? L'égalité des conditions et de salaire est donc parfaitement juste et nécessaire.

Si tous les travaux sont aussi avantageux les uns que les autres, et que l'égalité soit établie parmi les travailleurs, il en résultera que les plus forts et les plus habiles aideront et développeront les faibles et les incapables, au lieu de les exploiter comme dans l'ordre de choses actuel.

Mais, nous dira-t-on, si vous rétribuez également tous les travaux, vous détruisez tout stimulant, et vous diminuez la production ; car désormais personne ne voudra travailler, et surtout faire les travaux répugnants.

Nous répondrons que cela ne pourrait être vrai que pour un très-petit nombre d'individus, et que jamais la société entière ne se refusera de travailler, parce que ce refus équivaldrait pour elle à vouloir mourir de faim, tous les

produits étant le résultat du travail. Mais, d'ailleurs, cette objection tournerait contre nos adversaires; car aujourd'hui ce sont ceux qui travaillent le plus qui gagnent le moins: le salaire est en raison inverse de la fatigue et de la durée du travail; enfin ceux qui ont toutes les jouissances et tous les avantages sociaux sont précisément ceux qui ne font rien.

Mais dans le système communiste, la production au lieu d'être diminuée sera, au contraire, augmentée: 1° parce que tous les citoyens sont producteurs, les oisifs, ainsi que les professions improductives ou inutiles étant supprimés;

2° Parce que tous les instruments du travail et les matières premières sont à l'entière disposition des travailleurs;

3° Parce que le travail se faisant en grand, permet l'emploi des machines qui multiplient les bras;

4° Parce que tous les travailleurs sont intéressés à produire beaucoup, puisqu'ils consomment directement les produits.

Avantages inconnus dans la société actuelle, qui renferme tant d'oisifs et de travailleurs improductifs ou inoccupés, où les découvertes, les inventions et l'emploi des machines font le malheur des ouvriers; dans laquelle enfin les travailleurs ne jouissent pas de leurs produits: le tailleur est mal vêtu, le cordonnier mal chaussé, le cultivateur mal nourri et forcé de manger du pain noir et de boire de la piquette, les travaux pénibles et répugnants sont les plus longs et les plus mal rétribués.

Car il y a une différence immense entre la peine et le salaire du maçon et de l'architecte, du cantonnier et de l'ingénieur, du curé et de l'évêque, du garçon de bureau et du ministre, du soldat et du général, de l'ouvrier et du patron.

Si nous prenons pour exemple une administration quelconque ou l'armée, qui est l'organisation la plus forte, la plus complète, puisqu'elle embrasse chacun de ses membres, tous les soldats ou les officiers du même grade ne font pas également bien leur service, pourtant la paie est la même; or, puisque l'égalité est admise pour ceux qui font mal leur service comme pour ceux qui le font bien, pourquoi ne pas admettre aussi l'égalité pour tous ceux qui font parfaitement leur service, quelle que soit la différence des grades? Dans un régiment, les soldats, comme les officiers, sont absolument nécessaires; car enlevez les soldats, que reste-t-il?

Dans la société, toutes les fonctions étant utiles ou devant l'être, l'égalité de droit existe pour tous les citoyens auxquels la société doit la satisfaction de leurs besoins physiques, moraux et intellectuels; de leur côté, chaque citoyen valide doit contribuer à la production selon ses forces, ses facultés et ses moyens. Les deux termes de la formule communiste sont donc parfaitement justes et équitables; de leur application dépend la réalisation de notre belle devise républicaine: Liberté, Égalité, Fraternité.

Des Associations.

Les associations ont toujours été le refuge des hommes de cœur et d'énergie qui se sont dévoués pour l'émancipation du monde, car c'est l'union des faibles contre les forts.

Les sociétés secrètes, par leur action lente, continue, et leur propagande incessante, ont

tué la noblesse et la royauté, et fondé la République, qui a réalisé l'égalité politique par le suffrage universel.

Les associations des travailleurs sont maintenant le grand moyen révolutionnaire qui doit affranchir le travail du servage du capital, et réaliser l'égalité sociale, but définitif de la Révolution de Février.

Aujourd'hui que la Constitution a solennellement reconnu le droit d'association et de réunion, c'est au grand jour qu'il faut attaquer les privilèges et démolir la féodalité capitaliste et financière.

Dans la fameuse journée du 16 avril, toutes les corporations ouvrières réunies au Champ-de-Mars avaient inscrit sur leurs bannières: *Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme; organisation du travail par l'association.* Chacun sait que la bourgeoisie, justement épouvantée d'une manifestation qui, quoique pacifique, sonnait le glas de ses privilèges et de ses monopoles, fit battre le rappel et crier par les gardes nationaux en armes: *A bas les communistes.*

Car l'aristocratie capitaliste et boutiquière sentait parfaitement que l'abolition de l'exploitation conduisait à la communauté, et elle chercha à sauver momentanément ses privilèges en protestant contre le communisme dont il n'était pas question alors; sa clairvoyance ne fit que hâter sa chute en provoquant l'étude des réformes sociales.

En effet, depuis lors, les ouvriers ont cherché à réaliser l'inscription de leurs bannières, et, malgré les sanglants événements de juin et trois mois d'état de siège, les idées d'association sont dans toutes les têtes, et un grand nombre de professions possèdent déjà des sociétés qui ne peuvent que grandir et se développer.

Les associations, selon leur organisation, tendent directement au privilège ou à l'égalité: au privilège, si elles se constituent avec un intérêt étroit de corps, qui substituerait l'association aux patrons, et renouvellerait, sous une autre forme, les maîtrises et les jurandes; à l'égalité, si elles reconnaissent en principe et en fait que toutes les professions sont équivalentes et ont les mêmes droits; et si, reliant par une solidarité complète toutes les corporations en une seule et vaste association, elles admettent l'égalité de salaire pour toutes les industries et pour tous les travailleurs: seule organisation parfaitement juste et équitable conduisant rapidement à l'égalité sociale.

Les associations ouvrières ont donc deux voies ouvertes dès leur début; laquelle suivront-elles? Il est difficile de bien déterminer le caractère général des associations qui se sont formées; elles sont, jusqu'à ce jour, isolées et sans liens communs de solidarité; les socialistes cherchent à les relier et à les fondre en une seule association; mais l'égoïsme de quelques chefs, les préjugés et l'intérêt mal entendu dans certaines professions s'opposent à cette fusion; nous espérons cependant qu'elle pourra s'établir.

Car, si les travailleurs ont reconnu qu'il est injuste et inique que des patrons et des marchands les exploitent et spéculent sur leur travail, ils doivent aussi admettre qu'il n'est également pas juste que des professions exploitent d'autres professions, en se faisant

payer la journée plus cher qu'elles ne la paient aux autres.

En demandant l'égalité de salaire pour tous les travailleurs, nous nous attendons à soulever bien des récriminations: beaucoup de nos amis même vont crier à l'utopie; nous leur répondrons qu'on faisait les mêmes objections à ceux qui réclamaient l'égalité politique, et pourtant le suffrage universel est établi.

Frères, soyez conséquents, et si vous voulez sincèrement l'égalité sociale, admettez la voie qui y conduit. D'ailleurs, les privilèges de la noblesse, du clergé et de la royauté ont disparu de la France, ceux du capital et de la propriété sont sur le point d'avoir le même sort; comment voudriez-vous maintenir les privilèges de certaines professions et de certains travaux? Entre l'égalité et le privilège, il n'y a pas de milieu, choisissez!

Si la République n'a pas encore changé la triste position des travailleurs, s'ils sont aussi malheureux que sous la monarchie, c'est qu'en Février, ils reconnaissaient bien avoir les mêmes droits comme citoyens, et trouvaient très juste et très équitable l'égalité politique dont le suffrage universel est la conséquence naturelle; mais ils n'auraient pas voulu de l'égalité de répartition ou de salaire; en un mot, ils ne se reconnaissaient pas égaux comme travailleurs.

Les ouvriers ne peuvent donc trop se pénétrer de cette vérité, qu'ils ne s'affranchiront des exploiteurs que du jour où ils reconnaîtront qu'une heure de travail dans une profession quelconque vaut une heure de travail d'une autre profession.

De plus, les travailleurs étant sans capitaux, sans ressources importantes, les associations ne pourront augmenter leur puissance et prospérer que par la solidarité qu'elles établiront entre elles, en travaillant les unes pour les autres et en échangeant directement leurs produits.

Mais l'échange ne s'établira qu'à la condition que le travail aura la même valeur dans toutes les industries; car, si l'une est obligée de donner deux heures contre une, ou, ce qui revient au même, deux objets pour un, l'échange ne pourra se faire, il y aura encombrement dans les professions privilégiées.

Une autre lacune que nous devons signaler, et sur laquelle on n'insiste pas assez, c'est que les associations comme les patrons ne tiennent aucun compte des besoins des individus, et le père de famille, qui a plusieurs enfants à nourrir, ne gagne pas plus que le célibataire.

Enfin, les travailleurs ne sauraient trop se convaincre que toute la société actuelle est basée sur le privilège et l'inégalité, que les réformes partielles ne signifient rien, c'est une transformation radicale des institutions qu'il faut pour établir l'égalité et la solidarité parmi les hommes et les rendre heureux; aux travailleurs les plus intelligents, les plus dévoués, la belle mission de donner l'exemple en renonçant à leurs privilèges éphémères; ils recevront au centuple des sacrifices qu'ils auront faits.

Pour nous, nous ne voyons d'associations efficaces que dans celles qui reposent sur la communauté, car là, les conditions sont les mêmes pour tous, et les intérêts individuels se fondent dans l'intérêt général.

Les travailleurs, en mettant en commun leurs mobiliers, leurs outils, leurs ressources et leur travail, seraient immédiatement dans l'aisance et possèderaient tous leurs instruments de travail. Ils pourraient confectionner leurs vêtements, leurs chaussures, leurs meubles et les entretenir, produire et préparer leurs aliments, faire une foule de choses qui ne demandent que de la main-d'œuvre et presque pas de dépenses. Les frais de nourriture, de logement, d'éclairage, de chauffage se trouveraient considérablement diminués. Le travail se faisant par eux et pour eux, les associés pourraient se suffire et se passer des riches; ils prouveraient cette vérité : que ce ne sont pas les riches qui font vivre les ouvriers, mais, au contraire, que ce sont les oisifs qui vivent aux dépens des travailleurs.

L'abondance des matières nous force de renvoyer au prochain numéro l'insertion des statuts d'une vaste association solidaire et communiste pouvant se réaliser immédiatement parmi tous ceux qui le voudront.

C.....

Banque du Peuple.

Depuis quelques jours, les bureaux de la Banque du Peuple sont ouverts, et déjà un grand nombre de socialistes se sont fait inscrire, soit comme adhérents, soit comme actionnaires. Nous engageons tous nos amis à prêter leur concours à cette institution qui est appelée à rendre les services les plus signalés à la cause démocratique et sociale.

La Banque du Peuple émet des bons de circulation, payables à vue en produits ou services par tout sociétaire et adhérent; elle escompte le papier de commerce à deux signatures et les commandes et factures acceptées; elle avance sur consignations, sur annuités et hypothèques; elle fait des crédits sur caution, etc. Pour toutes ces opérations, la Banque du Peuple se sert de son papier dont le remboursement en espèces n'est pas obligatoire, mais seulement facultatif.

D'après l'idée fondamentale qui a servi de base à la constitution de cette société, il ne devait pas y avoir de capital monétaire, mais, pour se conformer aux habitudes et aux préjugés commerciaux, comme moyen de transition enfin, il a été décidé, par les fondateurs, qu'une réserve métallique serait formée au moyen de titres d'actions payables en espèces, et que cette réserve servirait de garantie aux opérations de la Banque et à l'émission de ses bons de circulation.

De même aussi l'escompte du papier devait être complètement gratuit; mais dans la position de lutte et d'antagonisme que la Banque doit supporter contre tous les intérêts capitalistes coalisés contre elle, on a reconnu la nécessité de percevoir un intérêt modéré sur le papier à deux signatures présenté à l'escompte, dont le taux est fixé à 2 pour cent l'an, toute commission comprise.

On peut déjà voir, par cet exposé succinct des opérations de la Banque, quel rôle important elle est appelée à jouer; elle doit servir de lien entre toutes les associations ouvrières; par ses bons de circulation, acceptés comme valeur par toutes les associations, elle peut, au moyen d'avances sur cautions collectives, leur donner les moyens de se développer sur une grande échelle et de former ainsi un vaste ré-

seau industriel dans lequel viendront s'englober bientôt toutes les industries émancipées de la dîme du capital. Là est la véritable liberté, là sera la véritable égalité, la véritable fraternité.

Quand toutes les associations ouvrières auront gratuitement les instruments de travail, quand, par le moyen de ce centre commun, la Banque du Peuple, elles auront une clientèle assurée dans toutes les associations adhérentes, il restera peu de choses à faire pour établir une complète solidarité dans les différentes industries, et alors le socialisme sera assuré du triomphe.

Que fera le capital quand tous les travailleurs pourront se passer de lui, et par conséquent refuseront de lui payer la dîme? Quand, ne trouvant pas de preneurs à 6 pour cent, à 5, à 4, à 3 pour cent même, il restera improductif dans les caisses de la haute banque et les caves de nos barons terriens; oh! alors, le capital se fera humble, d'arrogant qu'il était, il s'offrira à 2, à 1, à 1/2 pour cent même, et le revenu net des oisifs, pacifiquement, sans secousses, sans révolution, sera aboli pour toujours. Oui, nous serons arrivés à cet état social que bien des gens regardent comme une utopie, où le droit à l'oisiveté n'existera plus, où chacun, possédant gratuitement les instruments de travail, sera assuré de se procurer par son travail un bien être complet; car alors le salaire sera égal au produit, et les cinq milliards payés actuellement en France par les travailleurs au capital oisif, comme péage des instruments de travail, seront employés par les producteurs eux-mêmes à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Quand ensuite toutes les associations seront rendues solidaires entre elles, et qu'aucune ne pourra par conséquent être absorbée et exploitée par une autre, nous serons arrivés à un état bien voisin de la communauté, et il restera à savoir si ce dernier mode d'association ne présente pas des avantages bien plus grands et n'est pas plus profondément juste que l'association qui prend pour règle de la répartition, non pas l'égalité de droits et la proportion des besoins, mais l'égalité des aptitudes et la proportion des produits.

Nous n'insisterons pas sur ce point, nous acceptons la solution du problème social dans les termes où il est posé aujourd'hui par la Banque du Peuple, et nous engageons les socialistes de toutes les écoles à prêter le concours le plus efficace à cette institution que nous regardons, dans les circonstances présentes, comme l'ancre de salut de la société.

M. G.

Restitution du Milliard des Émigrés.

Les divers gouvernements qui se sont succédé en France depuis soixante ans, ont tous pris des points d'appui différents selon leurs tendances et leur origine.

La République de 1792, issue du Peuple, détruisit la royauté et ses abus, abolit les privilèges de la noblesse et du clergé, proclama l'égalité politique de tous les français, établit une administration centrale et régulière qui fait la force et l'unité de la France.

L'Empire, fondé par un soldat heureux, s'appuya sur la force militaire; et malgré la gloire dont il enivra la nation ne put faire pardonner tout le sang versé pour satisfaire l'ambition de son chef. Les grands travaux qu'il fit exécuter ne purent faire oublier qu'il avait égorgé la République, sa mère, et fait depor-

ter les écrivains courageux qui défendaient les libertés publiques.

La Restauration, imposée par l'étranger, rêvant un retour vers un passé rendu désormais impossible par le progrès des idées, résultat de la Révolution, favorisa exclusivement le clergé et la noblesse et pour leur rendre leur ancienne influence fit distribuer aux émigrés un milliard, pour les récompenser de leurs trahisons envers la France.

Louis-Philippe érigea en système l'égoïsme et la corruption, ajouta à la prépondérance des nobles et des prêtres, celle des banquiers et des capitalistes, et substitua la tyrannie du coffre-fort à celle des titres et du blason.

La République de 1848 doit continuer et compléter l'œuvre de son aînée, détruire tous les abus et toutes les inégalités politiques et sociales que la monarchie faisait peser sur le Peuple depuis si longtemps.

Par le suffrage universel, la République a rendu à tous les français leurs droits de citoyens et réalisé définitivement l'égalité politique en France.

Mais dans l'ordre social la République n'a encore rien fait pour les travailleurs, toutes les magnifiques promesses de Février ont été reniées et oubliées, comme le trop célèbre programme de l'Hôtel de Ville. L'Assemblée nationale n'a pris aucune des mesures qui pouvaient prouver son attachement à la cause du Peuple; sa timidité a enhardi la réaction, et aujourd'hui les royalistes disent hautement que c'en est fait de la République.

L'Assemblée nationale avant de se séparer, peut par un seul décret regagner les sympathies des républicains, et se concilier l'affection du Peuple et écraser sans combat la réaction, dont les principaux chefs sont les nobles; il s'agit de faire restituer à la nation le milliard que la Restauration paya en 1825 aux émigrés, pour les récompenser d'avoir porté les armes contre la France et dirigé les armées étrangères pendant les guerres de la révolution de l'Empire et l'invasion de 1815.

La royauté en récompensant les émigrés qui avaient travaillé à son rétablissement se montra reconnaissante, elle paya une dette que son devoir et son intérêt lui commandaient d'acquitter: car en rendant aux nobles leur fortune elle leur rendait leur importance et leur influence, elle se créait des auxiliaires et des soutiens puissants.

La République qui est le gouvernement du Peuple doit suivre la même marche et prendre toutes les mesures qui peuvent améliorer la condition des travailleurs, qui seuls font la force et la prospérité du pays; et dont les bras vigoureux sauront défendre la République contre ses implacables ennemis, les privilégiés, les nobles et les rois.

La restitution du milliard est la mesure la plus juste, la plus nécessaire que l'Assemblée nationale puisse prendre pour indemniser les travailleurs des villes et des campagnes et réduire à l'impuissance les royalistes, qui sont les adversaires les plus acharnés de la République.

Ce milliard avec les intérêts depuis vingt-quatre ans, ferait une somme ronde de plus de deux milliards, qui permettraient de rembourser l'impôt des 45 centimes et de diminuer ceux de l'année 1849, d'encourager et de favoriser les associations agricoles.

Par cette restitution, les nobles émigrés qui ont participé au milliard, étant obligés de restituer immédiatement les sommes qu'ils ont reçues avec les intérêts seraient dans l'impos-

sibilité de rembourser autrement que par la vente de leurs propriétés; et de vastes propriétés reviendraient à l'Etat à défaut d'argent.

Beaucoup de royalistes, même parmi les plus puissants, se trouveront réduits à la condition de simples citoyens; ils perdront ainsi toute leur influence, et la réaction qui relève si audacieusement la tête sera terrassée.

Avec la restitution du milliard, les communes, et surtout les cantons, pourraient fournir immédiatement aux indigents des campagnes et des villes, formées en associations agricoles, les terres et les bâtiments nécessaires pour la culture.

Les associations agricoles échangeraient directement leurs produits contre ceux des associations industrielles: les travailleurs se suffiraient parfaitement et prouveraient que ce ne sont pas les riches qui font vivre les travailleurs, mais au contraire, que les riches vivent aux dépens de ceux qui travaillent.

Les deux milliards répartis entre tous les cantons donneraient une moyenne de 400,000 fr. pour chacun; cette somme dans les départements où les terres ont peu de valeur, représente une surface énorme de terrains, de bois, de landes et de terres vagues qu'on pourrait défricher au moyen de colonies agricoles qui n'offriraient pas les inconvénients et les dangers de la colonisation en Algérie.

Dans les villes, toutes les demeures royales sont devenues nationales: le Louvre, les Tuileries, le Luxembourg, le Parc de Saint-Cloud et le Château de Versailles, etc., sont transformés en Musées, en Bibliothèques et en Promenades livrés au public; dans les campagnes, les châteaux, les parcs et toutes les propriétés de pur agrément, doivent être transformés en fermes et en exploitations d'utilité publique. Car, de même que sous la République, le peuple remplace les rois, le travail doit remplacer l'oisiveté.

Les fermes modèles et les écoles d'agriculture dont la fondation a été votée par l'Assemblée Nationale, s'établiraient tout naturellement dans les châteaux et leurs dépendances; l'enseignement agricole pourrait alors recevoir tous les développements qu'il exige sans rien coûter au pays.

La mendicité, le fléau et la honte de nos campagnes serait supprimée, rendue impossible même, puisqu'il n'y aurait plus de pauvres; car les indigents se trouveraient avoir à leur disposition les plus belles et les plus vastes propriétés de la France.

Les malades, les infirmes, les vieillards, les malheureux qui sont sans asile et sans refuge dans les campagnes auraient, ainsi que ceux des villes, des hôpitaux, des hospices; les châteaux seraient les établissements où se pratiquerait le droit à l'assistance, solennellement reconnu par l'article 13 de la Constitution.

Habitants des campagnes, les nobles et les seigneurs vous ont toujours écrasés dans leur puissance, ils voudraient encore vous replacer sous leur dépendance absolue; dans ce moment, ils cherchent à vous tromper par de faux semblants de dévouement à votre cause; pour les juger, examinez leur conduite, leurs actes et tout ce qu'ils ont fait avant, pendant et après la révolution. A quoi ont-ils employé leurs fortunes et le milliard que la nation a été contrainte de leur payer? A se gorger de toutes les jouissances, à corrompre et à démoraliser vos filles et vos garçons, dont ils ont fait leurs maîtresses, leurs domestiques et leurs valets.

La restitution du milliard ne retomberait en aucune manière sur les paysans, ni sur les

bourgeois, car la restauration a bien eu soin de ne le distribuer qu'aux émigrés, comtes, barons, marquis ou seigneurs, le milliard est donc tout entier entre les mains de quelques centaines de familles nobles.

Ces familles qui possèdent d'immenses fortunes affament le peuple malgré l'abondance des récoltes, parce qu'elles ont caché l'argent et par conséquent arrêté la circulation; de plus elles empêchent la reprise des affaires afin de faire détester le gouvernement républicain par l'excès de la misère et de pouvoir rétablir la royauté et avec elle leurs privilèges et tous leurs droits seigneuriaux.

Mais heureusement, le peuple connaît maintenant les menées des réactionnaires, et les campagnes que les royalistes ont pu un moment tromper, reviennent de leur erreur; elles voient de quel côté sont leurs véritables amis.

La restitution du milliard donnerait encore au gouvernement les moyens de fournir aux diverses écoles socialistes, les ressources nécessaires pour expérimenter leur système sur une grande échelle.

Nous désirons vivement cette expérimentation, certains qu'elle fera ressortir les avantages de la communauté, en prouvant qu'elle multiplie les travailleurs, rend le travail plus productif, et, par une sage répartition des produits, fait disparaître toutes les misères sociales.

Tous les journaux républicains et socialistes de Paris et des départements, étant unanimes pour demander la restitution du milliard, les pétitions qui la réclament se signent dans toute la France, si l'Assemblée Nationale se séparait sans la voter, l'Assemblée qui lui succéderait ne pourra se dispenser d'accomplir ce grand acte de répartition sociale.

En terminant, nous ne saurions trop engager tous nos amis à faire signer partout des pétitions pour demander que les émigrés restituent immédiatement à la nation le milliard qu'ils ont reçu, ainsi que les intérêts, depuis cette époque; car, cette restitution peut à elle seule, en tuant la réaction, sauver la République.



De l'Impôt sur les Successions.

Les successions et l'héritage viennent d'être soumis à la discussion; mais, malheureusement, les divers orateurs qui ont voulu traiter cette question se sont renfermés dans le texte de la loi; nulle appréciation nouvelle, rien n'a été dit en vue des institutions à créer.

Pourtant c'est une mine féconde que l'école saint-simonienne a creusée et fouillée dans tous les sens; les républicains de toutes les nuances, les socialistes n'ont pu sortir du terre à terre, et la loi qui devait et pouvait changer notre ordre social, étrié par les avocats, les magistrats et les partisans du privilège, sera sans résultat pour le peuple.

En effet, les successions touchent à la propriété, l'héritage s'appuie sur la famille, à ces deux points de vue seulement il y a un magnifique sujet d'appréciations sociales et philosophiques.

Pour nous, qui sommes opposés à l'héritage, comme à tout ce qui sent un privilège ou un monopole quelconque, nous aurions désiré que les orateurs socialistes de la Chambre fissent bien ressortir que la propriété et les successions ont été continuellement modifiées par les divers gouvernements et les différentes législations qui régissent les peuples, que, par con-

séquent, on peut et l'on doit apporter toutes les modifications réclamées par le progrès des idées et les besoins du moment.

L'héritage n'est moral que par la solidarité qui est censée exister entre les héritiers; pour les parents à un degré très-rapproché, les pères et mères et les enfants, les frères et les sœurs, les oncles et les neveux. Ainsi, le père et le fils sont solidaires, ils doivent pourvoir mutuellement à leurs besoins, l'héritage est le dédommagement des sacrifices que sont obligés de s'imposer les enfants pour soutenir leurs parents, et réciproquement.

Mais entre les parents à un degré éloigné et les personnes étrangères qui n'ont aucun lien de relation et de solidarité, l'héritage est absurde, il n'a pas de raison d'être.

L'Etat et la société qui ont facilité et même fourni les moyens de faire fortune aux personnes, qui les a protégées, qui doit pourvoir à leurs besoins et qui exerce la solidarité, en fournissant aux citoyens les moyens de secours et d'assistance, l'Etat, remplaçant l'action de la famille, doit être mis en son lieu et place, et par conséquent hériter.

En n'appréciant l'héritage qu'au point de vue de la solidarité, on est bientôt conduit tout naturellement à le restreindre de plus en plus, et à remplacer les parents éloignés, desquels on ne peut rien obtenir, par l'Etat qui donnerait sans cesse et régulièrement, par les institutions qui doivent garantir l'assistance.

L'héritage peut être, par conséquent, une source de revenus énormes qui permettrait de diminuer les impôts et d'exécuter les grandes choses que la France doit réaliser, tant dans l'ordre économique que dans l'ordre intellectuel.

L'héritage fait la discorde des familles, détruit les meilleurs sentiments et éteint l'affection filiale, parce qu'avec lui l'intérêt et le devoir sont toujours en opposition.

La suppression de l'héritage rétablirait les bonnes relations entre les parents, chacun s'empresserait autour du vieillard pour prolonger son existence, parce que le devoir et l'intérêt, ces deux grands mobiles des passions des hommes, les y porteraient.

Nous voudrions que l'héritage fût supprimé, à des degrés de plus en plus rapprochés, et qu'en attendant, les droits de succession fussent considérablement augmentés afin de produire des revenus au pays sans rien demander aux citoyens.

Revue politique intérieure.

Pendant le mois qui vient de s'écouler, la presse tout entière n'a retenti que des prouesses de la réaction.

Depuis longtemps les royalistes se préparaient à un coup de main contre la République; leurs plans étaient arrêtés; il ne leur manquait plus qu'un prétexte, ils l'ont trouvé dans une proposition d'un représentant obscur, M. Rateau. Malheureusement pour eux, le dénouement n'a pas répondu à leurs espérances.

L'Assemblée nationale, ce premier résultat du suffrage universel, pesait sur la conscience de tous les hommes de la royauté défunte; ils supposaient qu'avec un peu d'audace, qu'en entourant Paris, la ville héroïque qui fit le 24 février, ils espéraient, disons-nous, qu'en l'entourant d'une triple ceinture de baïonnettes ils parviendraient à la faire sortir du calme que la prudence lui conseillait; le peuple de Paris a été, dans cette circonstance, plus politique que les

Thiers, les Barrot, les Faucher ne l'avaient supposé; le peuple de Paris est resté impassible devant toutes leurs provocations.

C'est en vain qu'on a cherché, par des déploiements de forces inaccoutumées, à jeter l'épouvante dans les esprits; c'est en vain que le rappel a été battu dans Paris, personne ne s'est ému. Changarnier et Faucher, ces instruments que la réaction avait choisis pour l'exécution de ses hautes œuvres, en ont été pour leurs frais d'équipement, leurs préparatifs de combat. Les républicains ont voulu sauver la République en péril, et ils l'ont véritablement sauvée en restant impassibles devant ces démonstrations insensées.

Ils en ont gros sur le cœur, tous ces larrons politiques, toutes ces âmes timorées de l'ancienne royauté; ils se rappellent toujours avec dépit le 24 février préparé par eux contre un ministère rétrograde; ils se souviendront toujours de leur désappointement après la victoire, eux qui avaient lancé la population en avant pour épouvanter le vieux roi Louis-Philippe; ils ne s'imaginaient pas que, lorsque le peuple s'en mêlerait, il chasserait roi, ministère présent et ministère à venir.

Les représentants de la bourgeoisie dont Odilon Barrot était le chef s'imaginaient pouvoir dominer, avec leurs paroles flasques et molles, les élans héroïques du peuple, comme ils avaient dominé les élans incertains des bourgeois; le peuple leur a appris que, lorsqu'il intervient, son rôle est actif et son triomphe certain. Le rôle de machine échoit, dans ce cas, à ces eunuques parlementaires dont le talent seul consiste à fomenter des discordes civiles pour servir les passions égoïstes et les intérêts personnels des intriguants politiques.

Tous ces gens, disons-nous, espéraient une nouvelle édition des affaires de juin, et, dans ce cas, républicains, socialistes, communistes, allaient être certainement fusillés sans miséricorde ou embastillés à tout jamais. Après ces exploits, on nous eut administré pour calmer un bon petit empereur ou, tout au moins, un président à vie; tous ces beaux rêves se sont évanouis devant la force d'inertie du peuple.

Les conclusions de la commission sur la proposition Râteau ont été repoussées, et l'amendement Lanjuinais qui n'est qu'une proposition Râteau déguisée a été adopté à une faible majorité.

Le parti républicain a gagné beaucoup plus qu'il n'a perdu dans cette journée, sauf l'arrestation de quelques démocrates socialistes que la police a cru devoir opérer, afin de faire croire à la France que véritablement ces éternels ennemis de l'ordre complotaient avec les mécontents de la garde mobile qu'on venait de licencier.

Après un coup comme celui que la réaction venait de tenter, après la proclamation incendiaire du ministre Faucher, dans laquelle nous remarquons ces phrases remplies d'un si grand amour fraternel :

« Habitants de Paris, il ne suffit pas que la société soit forte, il faut encore qu'elle montre sa force; le repos et la sécurité sont à ce prix. Que tous les bons citoyens secondent le gouvernement dans la répression des troubles qui agiteraient la place publique. C'est la République, c'est la société elle-même, ce sont les bases éternelles du pouvoir que les perturbateurs mettent en question. » La victoire de l'ordre doit être décisive et irrévocable. Que chacun fasse donc son devoir, le gouvernement ne manquera pas au sien. »

Le parti socialiste devait s'attendre à quelque coup fourré porté par les éternels amis de la paix publique; le coup ne s'est pas fait longtemps attendre. Le citoyen Proudhon a parfaitement compris la situation; aussi a-t-il revendiqué pour la presse le droit de dire la vérité tout entière;

il n'a pas voulu que le premier magistrat de la République usurpât ce privilège inique de la royauté. Aussi, dans un article vigoureux et rempli de logique, intitulé *la Guerre*, a-t-il posé la responsabilité du président de la République comme une conséquence du pouvoir qui lui est confié. Le procureur de la République a trouvé la matière à procès. Le journal *le Peuple* est saisi; le lendemain un article signé, plus foudroyant que le premier, répond au digne procureur qui, lui-même, encore enivré de son triomphe de la veille, remonte à l'assaut et saisit une nouvelle fois l'organe populaire. Les royalistes, non contents de cette première victoire, ont voulu la rendre encore plus éclatante en demandant à l'Assemblée d'abandonner aux tribunaux un de leurs collègues, et l'Assemblée, toujours prête à sanctionner les actes les plus arbitraires, livre le citoyen Proudhon au procureur de la réaction. Après avoir autorisé les poursuites contre Barbès, Albert, Raspail, Louis Blanc, l'Assemblée ne pouvait refuser ce qu'on lui demandait contre l'écrivain courageux et dévoué qui est toujours prêt à sonner le tocsin d'alarme contre les ennemis de la patrie. Qu'il se console donc de cette défaite, si la bourgeoisie est toujours prête à le jeter du haut de la roche Tarpeienne, le peuple n'attend que le moment de le porter au Capitole.

Après cette exécution en est venue une autre; depuis plusieurs semaines, des insurgés de la barrière Fontainebleau posaient sur les bancs du conseil de guerre; la loi draconienne qui régit l'armée venait de leur être appliquée en dépit de la Constitution qui abolit la peine de mort en matière politique: cinq d'entre eux venaient d'être condamnés à cette peine; *le Peuple*, avec des accents chaleureux, proteste contre cette condamnation illégale; aussitôt il est saisi, tant il est vrai de dire que, dans ces moments terribles, les murmures, les soupirs, les larmes mêmes sont interdits à tous les cœurs généreux.

Nous ne saurions trop protester contre ce jugement car, ou les condamnés sont des assassins et dans ce cas ils n'étaient justiciables que des tribunaux ordinaires, ou ce sont des accusés politiques, et dans ce cas, la peine de mort ne peut leur être appliquée, d'après les termes formels de la Constitution.

Les accusés de juin ne sont pas les seules victimes auxquelles la réaction prodigue ses faveurs; il en est d'autres qui attendent depuis longtemps dans les cachots le sort qui leur est réservé; à cet effet *le Peuple*, dans un article très éloquent sur les accusés du 15 mai, après avoir fait l'éloge de Barbès, de Raspail, d'Albert, s'exprime en ces termes sur l'homme que la réaction a cherché à flétrir non seulement aux yeux des royalistes, mais encore à ceux de ses anciens amis, de ses vieux compagnons de dangers et d'infortune.

« Mais il en est un, dit-il, qui semble avoir assumé encore une fois sur lui toutes les malédictions de la caste privilégiée; que l'acte d'accusation a, dit-on, choisi parmi les autres comme le sujet particulier de ses caresses et de ses raffinements.

» Blanqui! A ce nom seul voyez-vous déjà toute la contre-révolution blêmir, la magistrature de la royauté, les pères Joseph de la Restauration s'agiter sur leur siège! Voyez leurs prunelles s'enflammer, leur langue ramasser sur leurs lèvres un reste judiciaire du 12 mai, à l'aspect de ce grand jouteur révolutionnaire qui vient les défier encore, jamais lassé, jamais abattu, aussi ferme qu'au temps de ses premières attaques.

» La réaction a bien su ce qu'elle faisait en choisissant sa victime. S'il était, comme on l'a dit un moment, dangereux pour les siens, traître à sa propre cause, la réaction le haïrait-elle comme elle fait? Répondez! *Le Peuple*, ce grand juge des hommes, l'aurait-il soutenu contre tous, recueilli quand tous le délaissaient?

» Nous plaindrons ceux de ces accusés-martyrs qui, au moment où l'heure de la justice exceptionnelle va sonner, persisteraient à garder en eux les germes d'une division fatale, qui a été l'une des grandes causes de l'avortement de Février!

» Quoi! des dissensions personnelles entre de tels citoyens! Elles rabaisseraient aux proportions des rancunes l'avenir d'un parti qui sera bientôt toute la France. Les vétérans d'un même drapeau hésiteraient à pratiquer cette politique d'union qui fait la seule force de leurs adversaires.

» Non, non, la réaction triomphe trop, se réjouit trop en ce moment, pour qu'on lui donne ce nouveau contentement, pour que ces trois noms, Blanqui, Raspail, Barbès, inséparables dans l'esprit du Peuple, puissent se montrer autrement qu'unis dans une trinité démocratique opposée à l'impuissant déli du prétoire réactionnaire. »

En effet, au moment où la réaction est triomphante sur toute la ligne, nous dirons comme *le Peuple*, que non seulement nous plaindrons ceux de ces accusés qui persisteraient à garder en eux les germes d'une division fatale, mais, si leur position ne nous inspirait un profond respect, nous serions prêts à les juger beaucoup plus sévèrement.

Au nombre des accusés du 15 mai, il en est un qui a blanchi dans les cachots de Doullens et du mont Saint-Michel; cet homme, qui semble avoir été complètement oublié, grand par le cœur et par l'énergie de ses convictions et de sa foi communistes, supporte patiemment et sans mot dire sa cruelle captivité; relégué depuis plus de huit mois dans les profondeurs de la Conciergerie, il attend, résolu, que les délégués de la réaction lui infligent la peine réservée aux hommes qui, dans les révolutions, savent se sacrifier pour le Peuple: cet homme, c'est Flotte.

Lui comme Blanqui, est l'un des signataires du fameux manifeste qui fut lancé peu de temps après les massacres de Rouen, par la *Société républicaine centrale*, dont Blanqui était le président.

Après avoir énuméré les faits au Gouvernement provisoire, cet acte terrible d'accusation se terminait ainsi :

« Si vos femmes, si vos filles, ces brillantes et frêles créatures qui promènent dans de somptueux équipages leur oisiveté tissée d'or et de soie étaient jetées là tout à coup à vos pieds, la poitrine ouverte par le fer d'ennemis sans pitié, quels rugissements de douleur et de vengeance vous feriez retentir jusqu'aux extrémités du monde!...

» Eh bien! allez, allez voir étendus sur les dalles de vos hôpitaux, sur la paille des mansardes, ces cadavres de femmes égorgées, le sein troué de balles....

» Les femmes du peuple valent les vôtres, et leur sang ne doit pas, ne peut pas rester sans vengeance!

» Justice donc! justice des assassins! »

Après ces phrases qui flétrissent si fortement les excès de la répression de Rouen, nous ne sommes point surpris de voir Flotte contre lequel il ne s'élève aucune charge, renvoyé comme Blanqui devant la haute-cour de justice.

Maintenant que leur position est faite, s'il nous était donné d'avoir quelqu'influence dans la résolution qu'ils doivent prendre sur la conduite à tenir devant ce tribunal exceptionnel, nous leur dirions: Amis, une occasion vous est fournie par nos ennemis de dire au peuple entier que nous sommes et ce que nous voulons, à cet effet, ils nous dressent une tribune au beau milieu de la France, sachons donc en profiter, ne laissons donc pas échapper l'occasion de dire à ceux qui l'ignorent, que nous ne sommes ni des voleurs, ni des pillards, ainsi que la réaction cherche à le faire

croire, mais des hommes probes et honnêtes qui ne voulons que l'application sincère de la formule: liberté, égalité, fraternité; de cette formule que nos gouvernants font sonner si haut et avec laquelle pourtant ils laissent mourir de faim le peuple généreux qui a fait la Révolution de Février!

Revue de la presse départementale.

La presse départementale s'enrichit chaque jour de nouveaux organes.

Dans le mois qui vient de s'écouler, Bordeaux, la ville des réactionnaires par excellence, a vu arborer l'étendard du socialisme par le *Peuple Souverain*. Nous ne pouvons mieux en faire connaître l'esprit qu'en citant ce passage du troisième numéro :

« Il est de notre devoir d'expliquer à nos amis un passage de notre numéro du 1^{er} février, où nous disions un mot des chefs des principales écoles socialistes.

» Lorsque nous avons écrit ces lignes, nous n'avons entendu repousser aucun des hommes de génie qui marchent à la tête du grand mouvement de notre âge! Cette pensée n'a jamais été dans notre cœur!

» Au contraire, nous marchons et marcherons toujours de front avec eux.

» Avec eux, nous proclamons le principe de l'association comme base de l'organisation sociale; avec eux, nous voulons cette association et tout ce qui sera le progrès!

» Ne l'avons-nous pas dit dans notre manifeste :
» Nous marcherons toujours de pair avec les idées qui traduiront ce progrès dans la théorie ou dans l'application, vis-à-vis de notre pays et de l'humanité?... »

» Qu'on se rappelle ces paroles; elles sont notre loi. Qu'on ne conçoive donc pas d'inquiétudes sur nos intentions; elles sont droites, elles sont pures; qu'on n'ait pas de doute sur nos convictions, elles sont arrêtées; et nous pensons, avec Louis Blanc, que le dix-neuvième siècle restera baptisé socialisme!

» Apôtres de la foi nouvelle, et vous tous qui êtes venus annoncer au monde l'Évangile de la régénération, vous avez été indignement calomniés!

» Eh bien! nous nous armerons pour vous défendre contre vos détracteurs. Nous vous ferons rendre la justice qui vous est due : nous vous aiderons dans la mesure de nos forces à la construction du nouvel édifice social! Ouvriers, nous y porterons notre pierre, et nous y donnerons notre somme de travail.

« Les Pères de l'Eglise refusent formellement aux riches le droit de disposer de leurs biens comme ils pourraient l'entendre.

« Vous n'avez pas reçu votre bien pour le dévorer et le prodiguer, mais pour en faire l'aumône. C'est le bien des pauvres que Dieu vous a confié. Quoique vous l'ayez acquis par de justes travaux, quoiqu'il vous soit venu par la succession paternelle, si vous n'assistez pas les indigents jusqu'à concurrence de votre bien, vous n'accomplissez pas ce que vous devez. » (S. Jean-Chrysostôme de Lara, Concio x.)

« Qu'y a-t-il d'injuste dans ma conduite, dis-tu, si, respectant le bien d'autrui, je conserve avec soin mes propriétés personnelles? O IMPUDENTE PAROLE! Quelles sont ces propriétés dont tu parles? D'où tiens-tu les choses que tu possèdes en ce monde? Quand tu apparus au jour, quelles richesses as-tu apportées avec toi?... LA TERRE AYANT ÉTÉ DONNÉE EN COMMUN A TOUS LES HOMMES, PERSONNE NE PEUT SE DIRE PROPRIÉTAIRE DE CE QUI DÉPASSE SES BESOINS NATURELS DANS LES CHOSSES QU'IL

» A DÉTOURNÉES DU FONDS COMMUN ET QUE LA VIOLENCE SEULE LUI CONSERVE. Rappelle-toi que tu es sorti nu du ventre de ta mère, et que tu rentreras également nu au sein de la terre. » (S. Ambroise, Sermon 64, sur S. Luc, ch. 16.) le Peuple de Limoges.

Revue extérieure.

La démocratie a fait des progrès à l'étranger; les élections en Prusse sont radicales, et la nouvelle Assemblée va donner une impulsion très-vive au mouvement révolutionnaire allemand.

En Bavière, il y a crise ministérielle, et tous les ministres ont donné leur démission à la suite de débats animés dans le parlement.

En Saxe, la chambre des députés demande la punition des assassins de Robert Blum, et les idées se portent sur la forme républicaine.

A Francfort même, dans cette assemblée constituante qui a tant d'analogie avec la nôtre, les prétentions de l'Autriche ont soulevé une vive indignation, et le fédéralisme allemand va entrer en lutte avec le despotisme autrichien.

En Hongrie, trois victoires importantes remportées par les Hongrois sur les Impériaux ont rétabli les affaires et jeté la terreur à Olmutz. Le général polonais Dembinsky, à peine investi du commandement supérieur des troupes hongroises sur les rives de la Theiss, a attaqué les Impériaux à Szolnok, les a culbutés et leur a pris trois batteries et tous leurs bagages; Windischgraetz marcha de nouveau vers Czegled; mais il fut battu et chassé jusqu'à Monoo. De son côté, le colonel Slapka a mis en déroute complète le général autrichien Schlik vers Kaschau, lui a pris toute son artillerie et lui a fait 2,000 prisonniers. Le brave Behm a aussi pris la forteresse de Katsbourg et est entré dans Hermanstadt.

Un enthousiasme extraordinaire règne en Hongrie, et des corps de guérillas s'organisent de tous côtés. D'autres victoires dans des combats partiels ont complètement démoralisé les Autrichiens et augmenté la confiance des Hongrois : d'ailleurs l'armée autrichienne composée de peuples divers n'a pas de lien, et ces peuples sont las de servir d'instruments d'asservissement les uns contre les autres.

A Agram, il y a eu une grande agitation; les proclamations de l'autorité et le buste de l'empereur ont été foulés aux pieds; les Croates s'aperçoivent que leur ban Jellachich est un ambitieux qui les a joués, et que, loin d'obtenir les libertés qu'ils réclament par la marche qu'ils ont suivie, ils perdront le peu qu'ils ont conservé. Il en est de même des Slaves qui forment la droite de la diète autrichienne à Kremsier; ligüés d'abord avec la cour et le ministère, ils ont fait de l'opposition à la partie allemande de l'Assemblée dans l'espoir de former un empire slave et par esprit de nationalité; mais, quand ils ont vu que la camarilla d'Olmutz foulait aux pieds toutes les libertés, se baignait dans le sang le plus pur et marchait à grands pas au despotisme, alors ils ont reconnu qu'ils avaient fait fausse route et se sont réconciliés avec la gauche allemande. De la réunion des Slaves et des Allemands démocrates il est résulté une majorité radicale qui a introduit dans la Constitution une déclaration des droits fondamentaux plus démocratique que dans notre propre Constitution.

Tout fait donc pressentir de grands événements en Allemagne, et les succès de l'armée hongroise, sous le commandement des généraux polonais Dembinsky et Behm contribueront, nous n'en doutons pas, à précipiter le renouement.

L'empire d'Autriche tombe en dissolution,

et de ses débris il se formera une fédération slave composée de la Hongrie indépendante, de la Bohême, de la Moravie et de la Gallicie, tandis que toute la partie allemande et le duché d'Autriche se reliaient à la fédération allemande.

En Italie, Rome a réuni sa constituante et a proclamé la déchéance du pouvoir temporel du pape; dans quelques jours, nous apprendrons la proclamation de la république italienne centrale composée des Etats romains, de la Toscane et des duchés de Parme et de Modène. Venise et la Sicile s'y rallieront certainement, et le Bourbon, haï de son peuple, attaqué sur ses frontières, défendu seulement par quelques mercenaires suisses vendus à tous les despotismes, sera obligé d'aller cacher sa honte sur le sol étranger. Alors l'unité italienne sera assurée, et Charles-Albert, pressé entre la république française et la république italienne, n'aura rien de mieux à faire qu'à précipiter ses bataillons aguerris contre l'infame Radetsky, afin de conquérir, en chassant l'étranger du sol natal, assez de lauriers pour se préserver de la foudre populaire.

Léopold, le grand duc de Toscane, a fui son duché le 7 et s'est retiré à San-Stefano, suivant quelques correspondances, et, suivant d'autres, sur un navire anglais. Un gouvernement provisoire a été nommé avec la condition expresse de s'unir et de s'attacher à celui de Rome, afin que les deux états n'en forment plus qu'un seul, la Constituante italienne devant statuer sur la forme définitive de leur gouvernement.

Si, comme tout nous le fait espérer, la république italienne est proclamée par l'Assemblée constituante; si le Bourbon est chassé et que Naples s'unisse à la république italienne; si la Hongrie victorieuse délivre Vienne du despotisme affreux sous lequel cette ville héroïque est courbée; si l'Allemagne entière, indignée de la duplicité de ses princes, s'ébranle sous le souffle révolutionnaire du midi de l'Europe et forme une république fédérative, que fera le czar? Assistera-t-il l'arme au bras à la reconstitution de toutes ces nationalités, ou bien voudra-t-il s'y opposer par la force? Et, dans ce cas, quel rôle notre gouvernement présidentiel acceptera-t-il? Sera-ce le *statu quo* de Louis-Philippe ou l'initiative révolutionnaire de notre première république? Cela dépendra des élections pour la législative; si les électeurs envoient une assemblée de républicains honnêtes et modérés, comme ils s'appellent, nous passerons de nouveau par toutes les ignominies de la politique de Louis-Philippe; si, au contraire, ils envoient une assemblée vraiment républicaine et démocrate, le czar se tiendra coi; car l'épée de la France est une épée de Damoclès sur la tête des tyrans, et il devra se regarder comme très-heureux s'il peut préserver ses propres états de la contagion révolutionnaire, et si la Pologne, notre sœur héroïque, sans exercer de représailles, se contente de son indépendance.

Nous n'avons rien à craindre de l'Angleterre, malgré le mauvais vouloir de son aristocratie; il se fait en ce moment, en Angleterre, un travail intérieur qui amènera, sous peu de mois, une réforme financière telle que le gouvernement anglais, quel qu'il soit, sera dans l'impossibilité matérielle de prendre part à une guerre continentale.

L'Espagne non plus n'est pas à craindre; à bout de ressources, se défendant à grand peine contre les matins de Catalogne et de Navarre, le gouvernement du sabre, ce gouvernement modèle que Cavaignac a imité et que Louis Bonaparte singe en ce moment avec ses Bugaud, Changarnier et autres massacreurs de bédouins, ce gouvernement serait renversé à l'instant, si une division française portait le drapeau tricolore en Catalogne, et la républi-

que espagnole, nouvelle sœur de la république française, deviendrait notre plus fidèle alliée.

M. G.

Compte-rendu du premier banquet de la Commune Sociale.

Dimanche, 4 février, le premier banquet mensuel de notre journal, *la Commune Sociale*, a eu lieu dans les salons du citoyen Lebrun, chaussée du Maine, 85. Cette réunion de famille a été remarquable par l'ordre et l'harmonie qui y ont régné.

Pour ne pas donner de prétexte aux provocations réactionnaires de la police, qui avait, du reste, déployé un luxe de précautions inutile, un petit nombre seulement de socialistes ont pris part à ce banquet.

Le commissaire de police de Montrouge, qui pensait peut-être trouver à ce banquet une conspiration en herbe, a dû être fort surpris de n'y voir que des citoyens paisibles réunis avec leurs femmes et leurs enfants.

Le citoyen Guibert, membre de la rédaction du journal, a porté le premier toast en ces termes :

A la Fraternité, à la Solidarité.

« Citoyens,

» Des trois termes qui composent la devise sublime adoptée par nos pères dans leur immortelle Révolution, il en est un qui résume à lui seul les principes les plus purs de la morale du Christ et toutes les aspirations de l'avenir, c'est celui de la Fraternité.

» Par le mot Liberté, nos pères ont voulu que chaque citoyen puisse jouir librement des facultés que Dieu lui a départies et leur donner un plein essor.

» Par Égalité, ils ont voulu faire disparaître tout privilège de naissance, de classes, de fortune, de force et d'intelligence.

Par Fraternité, ils ont voulu que chacun se regardât comme membre d'une seule famille, et apportât au soulagement de ses semblables le même zèle qu'il apporterait au soulagement de son propre frère.

» Par cette sainte formule, enfin, ils ont voulu donner le développement le plus entier aux facultés physiques, morales et intellectuelles de l'homme. A cette formule, nous ajoutons le mot Solidarité, afin de la compléter, afin de faire passer dans la loi la Fraternité qui doit être les cœurs. En effet, citoyens, la Fraternité est spontanée; elle ne peut être imposée par la loi; la solidarité, au contraire, peut être ordonnée par le pouvoir législatif.

» Si la Révolution de février avait porté ses véritables fruits, la Solidarité serait déjà établie entre toutes les industries au moyen d'assurances mutuelles et du crédit gratuit. La confiance n'eût pas été ébranlée et la crise commerciale n'eût pas eu lieu.

» L'extinction du paupérisme que rêvait le président actuel dans les doux loisirs que lui avait procurés le gouvernement déchu, et qu'il paraît avoir complètement oublié depuis qu'il a changé sa résidence de Ham pour l'Élysée-National, l'extinction du paupérisme serait la conséquence nécessaire et inévitable de la Solidarité reconnue et garantie par la loi.

» Sous un tel régime, en effet, chaque citoyen serait assuré de trouver dans son travail les moyens de subvenir au bien-être de sa fa-

mille. La terre cultivée avec plus d'intelligence et avec des moyens plus grands, produirait beaucoup plus que dans le système actuel de morcellement et d'individualisme, et, par conséquent, la richesse publique serait considérablement augmentée. Mais que nous sommes loin de cet idéal! On parle de liberté, et le caprice d'un ministre, d'un préfet même suffit pour l'arrestation d'un citoyen; l'on forge des complots imaginaires, et sur des mandats en blanc, véritables lettres de cachets, on remplit les prisons; on parle de fraternité, et des malheureux meurent de misère et de faim, tandis que des riches se gorgent de superflu et émeussent leurs sens dans tous les raffinements du luxe et des plaisirs; on envoie sur des tombeaux flottants des citoyens arrêtés comme suspects, condamnés sans jugement et par mesure administrative; l'on soumet, enfin, au régime des bagnes les condamnés des conseils de guerre. Non, sous un tel pouvoir, il n'y a pas de fraternité, il n'y a pas d'égalité, il n'y a pas même de liberté. La République n'est plus qu'un mensonge dans la bouche du royalisme; nous voulons, nous, qu'elle devienne une vérité. Nous ferons donc, citoyens, une propagande incessante, mais pacifique de nos doctrines; nous nous armerons du suffrage universel, afin d'arriver, par l'exercice légal de ce droit, au but de tous nos efforts, la réforme sociale, et d'anéantir ainsi les projets liberticides des ennemis acharnés de la démocratie..

A la Fraternité, à la Solidarité!

Le citoyen Fombertaux, rédacteur-gérant du journal, a porté un toast à l'Égalité sociale. Nous extrayons de son discours les passages suivants :

« Oui, citoyens, je le répète, l'égalité sociale est la conséquence inévitable, indispensable même de l'égalité politique; sans elle, l'égalité politique n'est qu'un leurre, une duperie, un mensonge. Avant l'insurrection de juin, l'on nous disait : vous avez le suffrage universel, vous avez la liberté de la presse, de la parole; vous êtes électeurs, jurés, enfin tout; que voulez-vous de plus? Ne sommes-nous pas libres, égaux? n'avons-nous pas tout ce que nous demandions avant la Révolution de février? Ce que nous voulons de plus; mais c'est l'application sincère de cette formule : *Égalité, Liberté, Fraternité*, rien de plus, rien de moins; de cette formule, qui renferme tout et avec laquelle cependant nous ne sommes, jusqu'à présent, ni mieux ni plus mal qu'avec cette autre, *Liberté, Ordre public*.... Pour atteindre le but de nos efforts, il faut organiser le suffrage universel de telle façon que chaque corporation soit représentée d'une manière intelligente par un ou plusieurs de ses membres; alors seulement, vous pourrez espérer obtenir des réformes sociales; jusque-là, vos représentants ne seront que les délégués politiques de la nation.....

» Il nous faut encore l'éducation politique gratuite et égale pour tous; sans ce complément indispensable, le vote universel sera toujours une loterie, qui proclamera tour à tour, et quelquefois ensemble, la République et la monarchie, la liberté et l'esclavage. »

Après ce toast, chaleureusement applaudi, le citoyen Gaillard fit entendre le beau chant des Travailleurs de Dupont; puis de nouveaux toasts furent portés à la Vigilance, par le citoyen Capé; à la Famille, par le citoyen Grimpel. La Marseillaise et le Chant du Départ terminèrent dignement ce banquet fraternel, et chacun se retira après avoir déposé son obole pour les transportés de juin, en se promettant d'être exacts au banquet suivant, et d'y amener ses amis.

Le second banquet mensuel aura lieu le dimanche, 11 mars, chaussée du Maine, 85, à trois heures.

LE VOYAGEUR.

Un homme gravissant des montagnes arides,
Ne voyait depuis trois longs jours
Que des rocs escarpés, les ailes des vautours,
Des abîmes profonds et des torrents rapides.
Sentant ses pieds meurtris aux ronces du chemin,
Et voulant terminer de pénibles voyages,
Il maudit le sort inhumain
Qui l'abandonne ainsi sur des rochers sauvages,
Et demande à la mort un plus beau lendemain.
Il allait s'élançer au fond des précipices,
Quand un pâtre l'arrêta, et, lui tendant la main,
Lui dit : « Vivez sous de meilleurs auspices;
Frère, de votre cœur chassez le désespoir.
Courage! suivez-moi; ce soir,
De ces monts sourcilleux nous gagnerons la faite;
Sous un manteau de fleurs, sous des habits de fête,
La terre y voit régner un printemps éternel.
Là, vous partagerez, sous un toit fraternel,
Le lait de nos brebis et l'eau de nos fontaines;
Vous verrez sous vos pieds les terrestres domaines.
Et sur vous passeront les étoiles du ciel. »
Peuple, dont le pied saigne aux buissons de la route,
Ainsi tu marches, et, sans doute,
Dans les sentiers mauvais tu saigneras encor :
Garde que ton courage aux cailloux ne se brise :
Bientôt tu parviendras à la terre promise
Où doit briller pour tous un nouvel âge d'or.

P. LACHAMBEAUX.



ANNONCES.

LE PANTHEON DÉMOCRATIQUE et SOCIAL en est à sa 3^e livraison. La 4^e est sous presse. — Nous ne pouvons qu'applaudir à la pensée qui a inspiré cette œuvre. Les quelques pages publiées déjà nous promettent un livre de haute propagande. Nous le recommandons vivement à nos lecteurs. — On souscrit au bureau de la publication, rue Montorgueil, 36. 105 livraisons à 20 centimes.

POLITIQUE ET SOCIALISME à la portée de tous, série de petits livres qui paraissent tous les dimanches à la Propagande démocratique et sociale, 1, rue des Bons-Enfants. L'auteur, Gabriel Mortillet, a mis cette publication à un prix extrêmement minime : 5 cent. l'exemplaire, et seulement 2 fr. le 100 pour ceux qui veulent le distribuer et faire de la propagande.

L'ÉCOLE POLITIQUE DU PEUPLE, Journal mensuel. — Bureau à Paris, Palais-National, 148. Paix : 2 fr. par an.

LA SOLIDARITÉ DÉMOCRATIQUE. Journal paraissant une fois par mois. — On s'abonne à Paris, chez Ferdinand Sartorius, 17, quai Malaquais. — à Blois, au Bureau du Journal. Prix de l'abonnement : 1 an, 24 sous, six mois, 13 sous.

LA BIBLE ANCIEN ET NOUVEAU TESTAMENT, traduction de Le Maître de Sacy, orné de 60 gravures en taille-douce, exécutées par nos meilleurs artistes, avec une carte géographique de la Terre-Sainte, gravée par Tardieu et coloriée avec soin. 3 vol., format grand in-8° du Panthéon littéraire, et pouvant faire suite à cette collection; 8 fr. au lieu de 24; en demi-reliure, 12 fr.

Chez M. Bénard, rue Hautefeuille, 30.

L'un des rédacteurs : ECG. FOMBERTAUX.

Imp. de Beaulé et Maignand, rue Jacques de Brosse, 9.